

CAMPAGNE

Cela n'y paraît pas toujours, mais la Françafrique de papa prend en cette période électorale quelques coups bien placés, dont on peut espérer qu'elle se remettra mal. Elle subit en particulier, indirectement, les effets du rejet de l'affairisme hexagonal - elle à qui rien de corrompu n'est étranger.

On peut rêver d'un Président se demandant quoi faire du 2 rue de l'Élysée. L'immeuble qui abrite princièrement la célèbre cellule franco-africaine pourrait être aménagé en hôtel franco-africain, accueillant temporairement quelques immigrés mal logés. Il pourrait héberger l'association Droits devant, pour se faire pardonner d'avoir couvé tant de magouilles par derrière.

Mais rien n'est encore acquis : concentrons nos efforts, et nos informations, pour envoyer paître « le plus long scandale de la République ».

SALVES

Asile

On se souvient (*Billets* n° 18, *Clément ou Complice ?*) des graves inquiétudes qu'avait soulevées le débat parlementaire sur l'adaptation de la loi française à la création d'un Tribunal international spécial chargé de juger les crimes contre l'humanité en ex-Yougoslavie. La loi d'adaptation multipliait les échappatoires, et le gouvernement avait organisé un « commando-godillots » pour recaler les amendements anti-fuites adoptés par la Commission des lois. De plus, il s'était bien gardé de prévoir quoi que ce soit pour le tribunal équivalent chargé du Rwanda.

Ces doutes sur la volonté de causer le moindre désagrément aux responsables du génocide rwandais (comme à ceux de la « purification ethnique » en Bosnie), ont reçu un vif éclairage le 9 février, à New York, lors de la discussion au Conseil de Sécurité d'une résolution proposée par les USA. Il était demandé aux États membres de l'ONU d'arrêter les responsables présumés de crimes contre l'humanité commis au Rwanda, s'il s'en trouvait sur leur territoire, pour les déferer au Tribunal international *ad hoc*. La France a opposé des réserves juridiques : elle ne pourrait donner suite à une telle résolution, faute d'avoir adopté les lois permettant de faire appliquer les statuts de ce Tribunal... Elle a laissé finalement voter la résolution... à condition qu'en soit gommé le caractère obligatoire ! Voilà au moins une catégorie d'étrangers menacés qui, chez nous, voit progresser ses garanties juridiques !

Coopération 92 : haute scène

L'éminence du logement social et des fonds de commerce politiques dans les Hauts-de-Seine (92), Didier Schuller, est très coopérant. Les enquêteurs ont retrouvé à son domicile des chemises pleines de documents retraçant, entre autres, des opérations financières réalisées en Afrique par « Coopération 92 ». Cette Société d'économie mixte, créée dans l'orbite du très riche « 92 », se voit allouer 1 % du budget départemental. Elle a le même Président que celui du Conseil général : le ministre polyvalent Charles Pasqua. C'est un précieux atout dans la concurrence entre réseaux français. Parmi les partenaires financiers de cet organisme « humanitaire », on remarque : Elf, Bouygues, la Générale et la Lyonnaise des Eaux (de Seine ?). Une puissance d'arrosage qui pourrait presque réaliser les rêves d'Afrique verte... (*Le Canard enchaîné*, 22/02/1995).

De source judiciaire, Coopération 92 a financé l'association « Congo-Renaissance », qui a elle-même aidé des mouvements de sécession de l'enclave de Cabinda, mini-Koweït angolais (?) au sud-ouest du Congo. Tentation biafraise ? (*Le Monde*, 04/03/1995).

On l'a dit (*Billets* n° 15), « Coopération 92 » a un faible pour l'émirat gabonais. Les marchés (par dizaines de millions) sont le plus souvent attribués à un entrepreneur libanais, Hassan Hejeij, ami de l'émir Omar. Des soumissionnaires français s'en plaignent. Le directeur de Coopération 92, Yan Guez, plaidant la parfaite régularité, avoue ne pas savoir de quelles charges ou taxes s'acquitte l'heureux adjudicataire. Tout Libreville prétend qu'il est « taxé » - mais pas par l'État gabonais, ni par la Sécurité sociale locale (d'ailleurs bien malade)... (*Le Monde*, 03/03/1995).

Se fondant sur cette pratique très particulière de l'« économie mixte », Charles Pasqua aimerait - comme nous, mais sans doute pas pour les mêmes raisons - un vif essor de la coopération décentralisée. Cela supposerait aussi la vive curiosité des Cours régionales des Comptes.

Balkany 92 : haute voltige

À toutes les étapes de « l'affaire » Schuller-Maréchal (avec en arrière-fond les HLM du 92), l'on retrouve l'inséparable trio : Schuller-Balkany-Pasqua. On se souvient (*Billets* n° 17) que le député-maire de Levallois, vice-Président des Hauts-de-Seine, avait fait cet automne une tournée express des hauts lieux de la Françafrique (Cameroun, Zaïre, Gabon), pour le compte, croyait-on, d'Édouard Balladur. Mais le balladurisme de Balkany doit être aussi fiable que celui du patron du 92 : à Libreville, le député s'est dit porteur d'un message de Charles Pasqua pour Omar Bongo.

L'émir Omar affirme avoir prêté un avion au lieutenant de Charles, pour lui permettre de se rendre au Zaïre : l'escapade n'était pas prévue au programme officiel - mais Charles Pasqua déborde d'attentions officieuses pour le maréchal Mobutu. Ce dernier connaît depuis longtemps le coût des campagnes électorales françaises. Il sait aussi ne pas se montrer chiche envers ses amis.

Ministre Sans Frontières

« *Je suis ministre de l'Intérieur, je suis donc en charge des intérêts français* », a déclaré Charles Pasqua lors de la grande tournée africaine (Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Cameroun) qu'il a entreprise le 23 février, toutes affaires cessantes.

Ministre d'État, aurait-il pu ajouter - des tas de centres d'intérêts agglomérés au cours d'une longue carrière. D'où cette extraversion sans précédent de l'Intérieur vers les affaires étrangères (Togo, Soudan, Algérie, Irak, Zaïre, USA,...). Prévenant les insinuations des « *esprits tordus* » (ceux qui pensaient aux sud-Soudanais quand on leur offrait Carlos sur un plateau de télé), le ministre a tenu à affirmer que ce voyage African Express n'avait « *aucun rapport* » avec l'élection présidentielle. Comme le piège tendu au docteur Maréchal par le sommet de la hiérarchie policière n'a « *aucun rapport* » avec l'enquête de son gendre (le juge Halphen) sur le racket des marchés publics du 92. Et comme le tarissement de cette pompe à finances, désormais trop exposée, n'a « *aucun rapport* » avec l'urgent besoin, au plus vif de la campagne présidentielle, d'aller rencontrer des « amis » africains.

Les amis de Biya n'aiment pas Béti

Le 5 février, dans une rue de Yaoundé, l'écrivain Mongo Béti a été agressé par des nervis, l'insultant pour son opposition au régime de Paul Biya. Frappé violemment à la tête et tombé à terre inanimé, il a été bourré de coups de pieds et n'a été sauvé que par l'intervention des spectateurs. Paul Biya, grand ami de Jean-Christophe Mitterrand, est en train de s'abonner à un autre réseau : il a reçu fin février la visite de Charles Pasqua. Un tel parrainage augurerait pour le régime Biya un nouveau bail d'approximation policière et de laxisme financier. Cependant, on abandonnerait les instructions en cours sur les salles de jeu et casinos camerounais - tenus par des intérêts corses qui pratiquent vis-à-vis de la couleur de l'argent un antiracisme militant. (*La Lettre du Continent*, 08/02/1995).

Malabo : bobo

Ces mêmes intérêts corses voudraient concentrer leurs activités « ludiques » à Malabo, en Guinée équatoriale. Assujetti à une dictature ubuesque, ce petit pays détient, *per capita*, le triste record du nombre de coopérants français assassinés. Ils faisaient preuve, le plus souvent d'une curiosité « excessive » (cf. la synthèse d'Élizabeth Le Blay dans *Info-Matin* du 16/02/1995). Cet État, « *au cœur du narco-traffic et du blanchiment d'argent sale en relation avec la Colombie* », selon Éric Fottorino (*Le Monde* du 03/03/1995), reste pourtant le chouchou de la Françafrique et de ses réseaux, des instructeurs français (paras, ou paramilitaires) et de nos compagnies pétrolières. Allez savoir pourquoi ?

Le côté des « gagnants »

Le triangle Elf-Biya-exécutif français est un cas d'école françafricain : Elf paye à Biya le pétrole camerounais ; Biya met cet argent « de côté », pour ne pas donner de mauvaises habitudes au peuple camerounais ; l'APD [*aide publique au développement*] française comble les budgets déficitaires et règle les échéances impayées du Cameroun. On ne voit que deux interprétations à une si longue obstination : l'accumulation de zéros pointés sur le carnet de notes des décideurs français, ou l'alignement des zéros sur les comptes de leurs bonnes œuvres, en Suisse ou aux Bermudes - là où se ferme le triangle.

Longtemps ambassadeur à Yaoundé, Yvon Omnès fut le témoin privilégié de ce dilemme. Aujourd'hui « retraité » au Cameroun, il poursuit sa relation familière avec Paul Biya et investit (un de plus !) dans les « services de sécurité ». Il vient, coup sur coup, de prendre sa carte au RPR et la présidence du comité local de soutien à Édouard Balladur. « *Il n'est pas interdit, en politique, d'être du côté des gagnants* », a-t-il expliqué, avouant sa faiblesse pour Charles Pasqua. (*La Lettre du Continent* du 09/02/1995). On lui laisse ses pronostics ; on laisse à Balladur ce *soutien* intéressé. L'âge et la sagesse aidant, le parieur Omnès - qui valida l'élection présidentielle truquée de son poulain Biya -, découvrira peut-être la nuance entre interdiction et impudence... À trop gagner (dans) sa vie...

Total fait le plein

Serge Tchuruk, PDG de Total, est un humaniste. Son entreprise se signale cependant par son dynamisme politico-commercial envers une sélection des tyrannies les plus massacrées de la planète. Total est en pointe dans la réhabilitation du régime de Khartoum, adepte de la purification ethnico-religieuse ; de Saddam Hussein (dont le peuple est certes victime, mais qui n'a pas abjuré, loin de là, le gazage des Kurdes ou l'« assainissement » des marais chiïtes) ; de la junte birmane - en train elle aussi de « nettoyer » les ethnies périphériques, là où Total veut faire passer un gazoduc. On en passe, de ce carton plein de dictatures génocidotropes. Ça gaze pour Total. Y a-t-il encore quelques bulles dans la conscience de ses dirigeants ?

L'ONU : sauve Kivu ?

Pour protéger le million de Rwandais réfugiés au Kivu (est du Zaïre), l'ONU n'a pas trouvé mieux que de louer 1 500 soldats au maréchal Mobutu. Cette troupe, entraînée de longue date aux extorsions et autres exactions, est sans doute la moins bien placée pour contrer la domination du *Hutu power* sur les camps de réfugiés. Par contre, pour semer la pagaille dans une région hostile au Maréchal et y compromettre le recensement préélectoral, on ne peut guère trouver mieux. Bravo l'ONU - ou plutôt les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité, qui s'évertuent à paralyser et déconsidérer l'institution qu'ils parrainent ! (*Libération*, 15/02/1995).

Les États contre leurs peuples

Poursuivant inlassablement l'élucidation des causes de succès ou d'échec des politiques de développement (marquée chaque année par un *Rapport mondial sur le développement humain*), le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) commence à mettre le doigt là où ça fait mal : la fort mauvaise affectation des fonds publics, qu'il s'agisse de l'« aide » des pays du Nord ou des budgets des États du Sud. Ceux-ci ruent dans les brancards, agacés surtout par la mise en cause de la disproportion entre leurs dépenses militaires et celles qu'ils concèdent au développement de leurs populations. Leur groupe (les « 77 ») a fait adopter à l'Assemblée générale de l'ONU une résolution précisant que le rapport 1994 du PNUD ne saurait engager les Nations

unies, car il porte atteinte à un principe fondamental de sa Charte : le droit à la Sécurité... Pas touche à mes oligarchies militaires ! La santé ou l'éducation du peuple peuvent bien attendre encore.

Satisfecits

La présidence française de l'Union européenne défend une augmentation raisonnable du FED (Fonds européen de développement), destiné à 70 pays du Sud associés (les ACP). Elle se heurte à la volonté réductrice de pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne - au prétexte de problèmes budgétaires. En réalité, si la dynamique des premières conventions de Lomé s'efface devant les égoïsmes sacrés, c'est que les résultats en sont très décevants - en raison du cadre interétatique choisi et de la bureaucratie subséquente (en restant charitable...). La France, qui initia ces conventions, est bien en peine de les relancer tant que son propre « modèle » de coopération demeure aussi peu engageant.

Le docteur Bernard Debré aura profité de son passage au ministère de la Coopération pour patronner un « plan pour la santé en Afrique ». Ce plan témoigne de la prise de conscience d'un certain nombre d'échecs ou impasses dans l'accès aux soins. Il pourrait être signé en mars avec les ministres de la santé des pays francophones. (*Impact médecin quotidien*, 06/02/1995).

La Coopération va par ailleurs soutenir le renforcement de l'État de droit au Rwanda : envoi d'observateurs et de magistrats formateurs, soutien à des associations de défense des droits de l'homme, etc.

Quant au ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, recevant son homologue rwandais Anastase Gasana, il a déclaré le 7 février que les « conditions étaient remplies » pour « redynamiser » la coopération entre les deux pays, dans des domaines tels que le développement rural, la santé, l'éducation, la justice, le retour des réfugiés et la recherche d'un règlement politique - « qui ne peut être que régional ». (*Marchés tropicaux*, 10/02/1995)

ILS ONT DIT

« Quand on a eu des accords avec le Rwanda, on leur a vendu des missiles Milan [...]. Les commissions étaient importantes [...]. Les services spéciaux français officiels ont bloqué en 90 l'attaque des terroristes du FPR avec l'Ouganda, le travail de la DGSE. Un travail remarquable dont on peut être fier dans cette première phase de guerre. Il y a eu du côté français des héros que l'on ne connaîtra jamais, des histoires extraordinaires de types qui ont pris des initiatives folles, qui ont fait des cartons à l'extérieur avec quelques hélicoptères seulement et quelques canons. Il y aurait matière à un livre sur l'héroïsme des Services Secrets au Rwanda, face à l'Ouganda et au FPR... [...]. Ça a été une belle partie.

Kagame, l'actuel vice-président du Rwanda [...], a mis un million de dollars sur ma tête... ce qui ne m'empêche pas de vivre et d'avoir mis de mon côté la sienne à prix.

[...] L'attentat qui a coûté la vie au général Habyarimana [...] a été programmé et exécuté par le FPR avec la complicité de l'Ouganda [...] et Kagame en profite, avec ses 20 bataillons, pour ouvrir le feu sur le palais présidentiel de Kigali et en d'autres lieux. [...] Kagame se couvre aux yeux de la communauté internationale, en créant des provocations avec des Tutsis isolés, pour avoir un massacre de Tutsis. [...]

Comme j'étais le conseiller du président Habyarimana depuis des années, le chef d'État-major, celui qui faisait fonction de ministre de la Défense s'est naturellement tourné vers moi. Je suis arrivé en hélicoptère [...]. Mon premier réflexe a été de courir à l'Ambassade de France remonter le mât des couleurs [...]. Pour les Rwandais, déclarer que mon domicile serait l'Ambassade a été un choc psychologique très fort. [...] Ce qui s'est passé au Rwanda permet à des privés comme moi, qui ne représentent leur pays qu'à titre privé, de montrer qu'on n'abandonne pas les gens qui vous ont fait confiance et qui parlent français. [...]

Ce qui me motive encore [...], c'est de faire œuvre utile en Afrique, parce qu'on est en contact direct avec des événements qui sont à notre mesure [...]. J'ai l'impression, c'est vrai, de revivre ce qu'ont pu vivre, peut-être, il y a une génération, des gens qui ont colonisé l'Afrique, mais uniquement pour leur amener le bien, le développement, la culture, la santé. Depuis une vingtaine d'années, j'ai gardé une amitié très forte avec certains chefs d'État africains. [...]

J'aime beaucoup le maréchal [Mobutu]. Il est sûr qu'il y a de la corruption au Zaïre, mais elle est surtout autour du maréchal, qui ne peut pas, personnellement, tout contrôler. Je pense que le fond de l'homme est infiniment bon. (**Paul BARRIL**, ex-responsable de la « Sécurité » et des « missions spéciales » de l'Élysée, dirigeant aujourd'hui de 5 sociétés de conseil, sécurité et protection, in *Playboy* de mars 1995).

[Une caricature de Françafrique, d'autant plus effrayante que son acteur principal donne l'impression d'y croire : Rambo ferait le bonheur des Africains, comme ces agents de la DGSE qui jouaient Apocalypse now dans leurs hélicoptères. On notera au passage l'ubiquité de Kagame et du FPR (20 bataillons !), mettant Kigali à feu et à sang tout en étant, soit en Ouganda, soit cantonné dans le Parlement. La théorie du « génocide de diversion » a le mérite de l'originalité. Dans la pratique, Paul Barril, pavillon haut, a conseillé le pouvoir génocidaire dès sa mise au « travail ». Au fait, la sécurité de la France (pour ne pas parler de sa diplomatie) est-elle compatible avec le libre exercice d'un groupe de 150 barbouzes « privées », qui ont mis à prix la tête d'un vice-chef d'État étranger ? À moins que ce groupe ne dispose d'un vrai-faux « passeport pour l'action »].

« Les journalistes ont découvert [en 1969-70] la grande misère des Biafrais. C'est un bon sujet. L'opinion s'émeut et le public en demande plus. Nous facilitons bien entendu le transport des reporters et des équipes de télévision par des avions militaires jusqu'à Libreville et, de là, par les réseaux qui desservent le Biafra. » (**Jacques FOCCART**, in *Foccart parle, Entretiens avec Philippe Gaillard*, t. 1, Fayard/Jeune Afrique, 1995).

« Dès sa nomination, Guy Penne, le premier "monsieur Afrique" de l'Élysée [après l'élection de Mitterrand] est venu me voir. Je me suis dit : "Tiens, ils sentent bien les choses de l'Afrique. Ils ont compris le continent." D'ailleurs, certains amis socialistes m'avouaient : "On te critique comme ça. Mais on pense que tu as été efficace". » (**Jacques FOCCART**, in *La Croix*, 11/02/1995).

« Je reste convaincu de l'excellence africaine de la France. » (**Bruno DELAYE**, dernier successeur de Jacques Foccart à l'Élysée, en partance pour l'ambassade du Mexique, in *Libération* du 25/02/1995).

[*Son Excellence a géré, entre autres, la politique rwandaise de la France durant ces deux années cruciales. Il s'était au départ posé des questions. Il y a renoncé, couvrant donc le pire. L'excellence est remise à plus tard... ou à Barril.*]

« Quelle peine, en effet, de voir la France adopter dans un bon nombre de pays africains une posture qui la met carrément aux antipodes des aspirations légitimes des populations locales ! Sans doute la France a des intérêts à défendre en Afrique, et nous en sommes bien conscients. Seulement, nous pensons que la France pourrait mieux servir ces intérêts, à long terme du moins, en développant un véritable partenariat entre le peuple français et les peuples africains plutôt qu'en continuant à se fonder essentiellement sur l'allégeance, finalement destructive, des groupes au pouvoir. [...] Je crois sincèrement que la France n'a rien à gagner d'une Afrique complètement détruite et appauvrie. Elle aurait, à mon avis, tout à gagner - et elle s'en trouverait d'ailleurs renforcée dans son rôle dans le monde - à développer (en Afrique) un espace francophone dynamique et prospère. » (**Alafuele KALALA**, auteur d'une [remarquable] lettre ouverte, adressée en décembre 1993 au gouvernement et aux responsables politiques français, et cosignée par 300 intellectuels africains. Message du 20/01/1995).

« Le premier problème du Burundi, c'est l'impunité. Ni les responsables du putsch [*qui a conduit à l'assassinat du premier Président hutu Melchior Ndadaye*] au sein de l'armée dominée par les Tutsi, ni les leaders hutu qui ont cautionné les massacres des Tutsi en représailles n'ont été jugés ». (**Tharcisse NSAVIYIMANA**, président d'Iteka, association burundaise de défense des droits de l'homme, in *La Croix* du 01/02/1995).

À FLEUR DE PRESSE

Le Monde, Depuis vingt ans, les pays riches n'ont jamais été aussi peu généreux, 17/02/1995 (Jean-Pierre TUQUOI) : « L'aide publique au développement [*des pays de l'OCDE*] a baissé en 1993 de 8 % en dollars courants. [...] Sur les vingt et un pays riches membres du Comité d'aide au développement (CAD), dix-sept - dont la France - ont réduit leur effort. [...] Les dirigeants des pays riches ont beau jeu de souligner leur générosité à l'égard du tiers-monde. Mais [...] cette générosité n'a rien de désintéressé. Une partie de cette aide est en effet liée à la passation de marchés par le pays donneur. Le tiers environ de l'aide des pays du CAD [...] est une aide liée. [...] Les États-Unis lient plus de la moitié de leur aide bilatérale. La proportion atteint 64 % pour l'Italie. Et 86 % pour l'Espagne... ».

Libération, Menace de coup de force électoral au Tchad, 08/02/1995 (S. SMITH) : « En décembre, sans prévenir Paris, le colonel Déby achète (à crédit) à la Chine populaire 3 000 fusils Kalachnikov, des munitions, 30 000 uniformes et un nombre toujours inconnu de bazookas. Il conclut également un contrat d'assistance militaire qui prévoit, en particulier, la remise en état des chars naguère récupérés sur la Libye. [...] La plupart des armes chinoises sont directement stockées à la présidence, sinon envoyées dans le fief ethnique (zaghawa) du colonel Déby où des recrutements massifs sont en cours. Des proches du chef de l'État, inquiets, affirment même que c'est dans la base d'Am-Djaras [...], proche de la frontière soudanaise, que "*se prépare le recours à l'option militaire*". [...]

Idriss Déby s'estime "*lâché par Paris*" [...] : à la place des 160 millions de francs d'aide promis au lendemain de la dévaluation du franc CFA il y a un an, seulement 45 millions auraient été déboursés. À l'ambassade de France, on met en avant "*les conditions des organismes financiers internationaux que le Tchad n'a pas remplies*". C'est une litote, à en juger d'après le rapport d'évaluation rédigé l'été dernier par le FMI : celui-ci constate "*la dislocation structurelle de l'administration publique*" [...] avant de relever, entre autres, qu'il est "*difficile d'expliquer pourquoi les dépenses courantes de la présidence devraient être plus élevées que celles inscrites au budget d'un secteur tel que la santé*".

Sévèrement jugé par l'Occident, le régime de N'Djaména cherche plus que jamais des soutiens au Soudan et en Libye, même si la présidence tchadienne a démenti des informations faisant état d'un projet de fusion entre les deux pays [...].

[*Quant à*] l'échéancier des futures élections, [...] le premier pas consistera à recenser quelque 3 millions d'électeurs. Alors que les partis d'opposition et même les préfets du régime estiment que l'opération, dans un pays deux fois et demi grand comme la France, requiert au moins un mois, sinon quarante-cinq jours, les durs dans l'entourage d'Idriss Déby plaident pour un recensement électoral en quatre jours par simple convocation des électeurs désireux de s'inscrire... Ce qui permettrait d'organiser, dans la foulée [...], une présidentielle pour "légitimer" l'actuel homme fort au pouvoir. Avantage supplémentaire de ce scénario : tout à sa propre présidentielle, Paris, en cas de contestation, ne serait pas en mesure d'intervenir. »

[*Pour plus d'information sur les risques de la situation tchadienne et sur les positions françaises, cf. le 3° Dossier noir de la politique africaine de la France : France, Tchad, Soudan, au gré des clans, 08/02/1995. Le recensement a commencé le 12 février. Entraves et dissuasions se multiplient. La France finance le processus électoral. Va-t-elle couvrir une mascarade ?*].

La Lettre du Continent, Bernard Debré au Tchad, 09/02/1995 : « Avant de se rendre pour une visite de courtoisie au Tchad, vers le 20 février, le ministre Bernard Debré qui, sous l'influence des militaires français, pense qu'il faut absolument soutenir Idriss Déby, tient à obtenir de Balladur un petit cadeau pour ne pas arriver les mains vides : il lui a donc envoyé une demande d'aide financière exceptionnelle. Le quai d'Orsay a également envoyé une note à Matignon pour dire qu'il ne fallait rien envoyer. On attend l'arbitrage. »

Info-Zaire (Montréal), 24/02/1995 : « Chaque fois qu'un pays occidental expulse vers le Zaïre un revendicateur du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève, il le condamne indirectement à mort. Des enquêtes et des révélations récentes d'un ancien tortionnaire et d'un rescapé permettent de prendre la mesure de l'horreur que vivent les déportés zaïrois. En effet, à leur arrivée à

l'aéroport de Kinshasa, ils sont immédiatement arrêtés et confiés à une branche de la police politique dirigée par un des fils de Mobutu connu sous le nom de Saddam Hussein A4.

Celui-ci et ses hommes les conduisent dans une prison privée pour interrogatoire. [...] Les charges généralement retenues contre les déportés sont celles d'"atteinte à la sécurité nationale et de propos hostiles au chef de l'État tenus lors du dépôt de la demande du statut de réfugié dans tel ou tel pays occidental". Ces hommes et ces femmes sont alors battus, torturés, violés ou ligotés et jetés vivants dans le fleuve Zaïre ».

D'ici l'élection présidentielle, la Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France publie chaque mois un Dossier noir (disponible à Survie - 20 F.). Le 7 mars :

Présence militaire de la France en Afrique : les dérives.

L'Afrique à Biarritz

Mise en examen de la politique de la France

Karthala. Ce livre peut être commandé à Survie (95 F.)

France - Afrique : le changement nécessaire.

En un tiers de siècle, l'Afrique du sud du Sahara a changé, la France a changé, les relations franco-africaines, elles, n'ont pas changé.

Le pays qui fait le plus gros effort financier en direction de l'Afrique est aussi celui qui ne veille pas assez à ce que son effort serve au développement. Le « pays des droits de l'homme » est aussi celui qui ne veille pas assez à ce que ces droits soient respectés sur le continent africain. Il en résulte que l'image de la France en Afrique, excellente dans la décennie 1960, s'est dégradée au cours de ces dernières années.

L'image de l'Afrique en France s'est tout autant dégradée. Qui aujourd'hui ira persuader les Français d'accroître une aide considérée comme largement gaspillée ?

Et pourtant, l'Afrique actuelle, une Afrique d'hommes et de femmes jeunes, jamais abattus par les difficultés, a plus que jamais besoin de notre concours pour trouver sa voie vers une vie meilleure et trouver sa place dans le monde de demain.

Il faut changer radicalement nos pratiques. Un tiers de siècle après la décolonisation, le maintien de structures propres à l'Afrique, d'un Ministère de la Coopération ou de cellules africaines, n'a plus d'autres justifications que d'entretenir un brouillard épais autour de nos relations avec ce continent. Il appartient au Ministère des Affaires Étrangères de conduire la politique de la France dans cette partie du monde comme il le fait partout ailleurs. Il lui appartient de définir quelle coopération nous devons proposer demain à l'Afrique et de la faire mettre en œuvre par une ou des structures spécialisées.

Notre aide doit devenir transparente, soumise au contrôle réel du Parlement et de la Cour de Comptes.

Notre coopération ne peut être proposée sans stratégie. Nous avons laissé à d'autres le soin de définir des stratégies de développement en Afrique et de les faire appliquer sans connaissance suffisante des sociétés africaines, ce qui a conduit à l'échec.

Nous devons reprendre l'initiative en matière de stratégie, non pas pour recoloniser intellectuellement l'Afrique et lui imposer nos modèles, mais pour accompagner son mouvement. Car l'Afrique bouge ; il est de notre intérêt de l'aider à bouger, sans entretenir les illusions, sans complaisance.

Il faut changer radicalement nos pratiques. Si nous ne le faisons pas, demain l'Afrique sera un peu plus marginalisée, un peu plus chaotique, un peu plus violente. Notre pays aura échoué dans le rôle qu'il veut jouer dans le concert des nations : agir en faveur de la démocratisation et du progrès social.

Premiers signataires : Anne-Sophie BOISGALLAIS, Jean-Pierre CHRÉTIEN, Jean-Marie FARDEAU, Jean-Jacques GABAS, Susan GEORGE, Jacques GIRI, Michel GRIFFON, Marie-Christine GUENEAU, Bernard HUSSON, Anne de LATTRE, Marc LE PAPE, Etienne LE ROY, Philippe MARCHESIN, Thierry MICHALON, Alain RUELLAN, François-Xavier VERSCHAVE, Claudine VIDAL.

Nom : Fonction ou profession : Adresse :

Il est souhaitable que cet appel, au ton modéré, soit cosigné par le plus grand nombre possible d'acteurs et experts des relations franco-africaines - de manière à montrer que la « base » d'une perpétuation des pratiques actuelles n'existe plus. Les lecteurs de *Billets* sont invités à le signer et le diffuser.